



**41^e SESSION DE
L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE
L'ÉTRANGER**

14 – 18 octobre 2024

Restitution des travaux des
commissions

Commission des affaires sociales, du monde combattant, de l'emploi et de la formation

Thème 1 : assises de la protection sociale des Français de l'étranger (Florian Bohême)

Des assises de la protection sociale pour quoi faire ?

- Nécessité de faire une évaluation des politiques d'action sociale en direction des Français de l'étranger ;
- Mieux prendre en compte les besoins de protection sociale des Français de l'étranger ;
- Formuler des recommandations et propositions pour redéfinir la protection sociale des Français de l'étranger d'aujourd'hui à l'horizon 2050.

Quels objectifs pour ces assises ?

- Recueillir l'avis des Français ;
- Définir les contours de la protection sociale par une protection adaptée au cycle de vie ;
- Proposer des voix d'engagement et un livre blanc aux assemblées et au gouvernement.

Comment ?

- Article 12 de la loi du 22 juillet 2013 : « L'Assemblée des Français de l'étranger peut être consultée par le gouvernement, par le président de l'Assemblée nationale ou par le président du Sénat sur la situation des Français établis hors de France et sur toute question consulaire ou d'intérêt général, notamment culturel, éducatif, économique et social, les concernant. » ;
- Un dialogue engagé avec le gouvernement pour définir le cadrage des Assises : c'est le gouvernement, *via* la ministre déléguée, qui définit les thèmes de la consultation ;
- Des thématiques partagées à l'ensemble des commissions de l'AFE.

3 thèmes proposés dans le cadre des Assises :

- **Comment renforcer l'accessibilité de tous les enfants français au réseau d'enseignement français à l'étranger ?** (Chantal PICHARLES)
- **Quels sont les défis et opportunités de l'accompagnement social des Français de l'étranger ?** (Alexandre BARRIERE IZARD)
- **Comment optimiser le volet santé de la protection sociale des Français de l'étranger ?** (Franck BARTHELEMY)

Résolution : organisation des Assises de la protection sociale des Français de l'étranger (adoptée à l'unanimité ✓) : demande, sur proposition de la commission des affaires sociales, du monde combattant, de l'emploi et de la formation, au gouvernement d'appliquer l'article 12 de la loi susmentionnée en confiant à l'AFE, conjointement avec le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, l'organisation des Assises de la protection sociale des Français de l'étranger.

Résolution : budget afférant à l'organisation des Assises de la protection sociale des Français de l'étranger (adoptée à l'unanimité ✓)

→ Demande, avant la clôture budgétaire, l'utilisation des crédits de fonctionnement de l'AFE non consommés sur l'exercice 2024 pour engager les travaux autour des Assises.

- Ce budget permettra de lancer les premières consultations citoyennes et de se doter d'outils de communication pour promouvoir les Assises de la protection sociale des Français de l'étranger.
- Pour mener à bien cette initiative, l'AFE affectera aussi les crédits de fonctionnement nécessaire sur l'exercice budgétaire 2025.
- Demande de doter le secrétariat général de l'AFE de personnels supplémentaires pour la bonne organisation des Assises.

Thème 2 : budget 2025 (Denis Glock & Franck Barthélémy)

Impact du projet de loi de finances 2025 :

- **Bourses scolaires** : 111,5 millions d'€ programmés, soit - 7 millions d'€ sur les bourses scolaires par rapport à 2024
- **Bourses AESH** : 2 millions d'€ programmés pour la prise en charge des retards de paiements des AESH pour les non boursiers en 2024. Estimation du besoin 2025 déjà annoncé à 3,5 millions d'€.

Point sur le budget 2025 :

- | | |
|---|---|
| • Affaires sociales : ↓ de 21,5 à 19,59 millions d'euros | • CFE : stable à 380 000€ pour la catégorie aidée |
| • Aides sociales : ↓ de 16 à 15,2 millions d'euros | • Centres médicaux sociaux : stable à 220 000€ |
| • OLES : ↓ de 1,4 à 1,2 million d'euros | • Rapatriement/Hospitalisation : stable à 1,3 millions € |
| • STAFE : ↓ de 2 à 1,6 million d'euros | |

Thème 3 : saisine de la commission par des CFDE (Catherine Pascale)

Résolution : extension des droits des enfants recevant le Secours Mensuel Spécifique Enfant (SMSE) (adoptée à l'unanimité ✓)

- Afin d'éviter une sortie sèche du dispositif d'accompagnement social existant, demande l'extension de l'âge limite de versement du SMSE de 18 ans jusqu'à l'âge d'obtention du baccalauréat.
- Ce dispositif agirait en miroir des prérogatives de la « loi Taquet » conformément aux contrats jeunes majeurs en France.

Thème 4 : retraites (Benoît Marin-Cudraz et Denis Glock)

Auditions de Frédéric Roullier, directeur du produit retraite (AGIRC-ARRCO), François Nentwik, chargé de la coordination institutionnelle à la direction du produit retraite (AGIRC-ARRCO), et Payam Shahrjerdi, rédacteur à la mission des conventions et de l'entraide judiciaire (MEAE).

Résolution : création d'un groupe de travail sur les retraites des Français ayant travaillé à l'étranger, par la ministre Astrid Panosyan-Bouvet (adoptée à l'unanimité ✓)

- Demande à la ministre du travail et de l'emploi, Astrid Panosyan-Bouvet, de créer le groupe de travail annoncé par son prédécesseur, Olivier Dussopt, et d'associer l'AFE à ses travaux.
- Demande que ce groupe de travail :
 - Étudie les droits à la retraite pour les années cotisées en France lorsqu'une partie de la carrière est effectuée à l'étranger ;
 - Compare les droits à la pension française pour les années cotisées en France lorsqu'une partie de la carrière est effectuée dans une autre caisse de pension française ou une autre caisse de pension étrangère ;
 - Évalue si les informations données par les caisses de retraite, l'accès aux caisses de retraite et la réglementation sont adaptés pour les Français de l'étranger, et si les délais de traitement des dossiers de retraite sont supportables ;
 - Envisage une représentation des Français de l'étranger dans toutes les instances qui étudient gèrent et contrôlent les pensions de retraite qui les concernent.

Thème 5 : violences intrafamiliales (Hugues Le Cardinal & Elise Léger)

Audition d'Olivia Richard, sénatrice représentant les Français de l'étranger, Ilde Gorguet, sous-directrice de la protection des droits des personnes (MEAE), et David Giannoulatos, chef du bureau de la protection des mineurs et de la famille (MEAE).

Constats :

- Peu de signalements et de statistiques fiables
- Baisse du nombre des signalements de 246 à 120 en 2023
- Pédocriminalité en ligne en augmentation de 6000% durant le COVID

Résolution : formation des élus Français de l'étranger pour répondre aux situations de violences intra-familiales et organisation d'une campagne de communication et de sensibilisation aux violences intra-familiales (adoptée à l'unanimité ✓)

- Demande que les conseillers des Français de l'étranger puissent bénéficier d'une formation dispensée par leurs pairs sur le thème des violences intra-familiales. Ces formations pourront être organisées par une association agréée par l'Etat, notamment l'association ECVF reconnue par le ministère de l'Intérieur.
- Demande qu'une campagne de communication, *via* une affiche, soit adaptée aux Français de l'étranger avec le numéro en +33 de France Victimes et qu'une campagne de communication digitale soit lancée sur les réseaux sociaux du MEAE, au sein des établissements de l'AEFE et du réseau éducatif français à l'étranger.

Motion : handicap (Michèle Malivel)

La commission a révisé la motion et a trouvé un accord sur la formulation concernant le point le plus important (adoptée ✓) :

« La suspension du moratoire sur le nombre de places attribuées aux Françaises et Français dans les établissements wallons du handicap afin d'envisager une réévaluation, en tenant compte de la création de nouvelles solutions en France pour qu'aucune personne ne soit laissée sans solution ».

Commission de l'enseignement, des affaires culturelles, de l'audiovisuel extérieur et de la francophonie

Thème 1 : francophonie

1° Résolution : mise en valeur de la Cité internationale de la langue française de Villers-Cotterêts par le réseau diplomatique, culturel et éducatif français et francophone dans le monde (adoptée à l'unanimité ✓)

- Demande qu'un plan d'action soit élaboré et mis en œuvre dans l'ensemble du réseau diplomatique, culturel et éducatif français pour élargir la communication afin de faire mieux connaître la Cité internationale de la langue française et de susciter des projets de voyage de découverte visant particulièrement les élèves des établissements scolaires et les professeurs de français et plus largement tous les acteurs et partenaires de ce réseau et de celui de l'Organisation internationale de la francophonie.
- Demande que la direction de la Cité internationale de la langue française propose des partenaires adaptés à tous les acteurs de ces réseaux français et francophones à l'étranger que ce soit par des accès à distance, des visites virtuelles, des expositions temporaires itinérantes ou toute autre modalité qui pourrait être mise en œuvre.

2° Résolution : mise en place d'un suivi des recommandations du rapport « *Le français a encore son mot à dire* » (adoptée à l'unanimité ✓) : demande au secrétariat d'État chargé de la francophonie et des partenariats internationaux de faire un suivi annuel de la mise en œuvre des recommandations de ce rapport afin que l'AFE puisse faire état des avancées réalisées, sur la base d'un compte-rendu à la commission de l'enseignement, des affaires culturelles, de la francophonie et de l'audiovisuel extérieur de l'AFE.

3° Résolution : clarification des modalités financières, administratives et opérationnelles du Programme international mobilité employabilité francophone (PIMEF) (adoptée à l'unanimité ✓) : demande que les modalités financières, administratives et opérationnelles du Programme international mobilité employabilité francophone (PIMEF) soient clarifiées par l'agence universitaire de la francophonie qui est chargée de sa mise en œuvre.

4° Résolution : « Pass éducation langue française » pour les jeunes Français de l'étranger (adoptée à l'unanimité ✓)

- Demande que la commission de l'enseignement de l'AFE soit informée du dispositif de ce « Pass éducation langue française » lancé en 2024.
- Demande que soient maintenus, dans la loi de finances 2025, les montants à hauteur des dépenses engagées en 2024 pour sa mise en place afin de pérenniser ce dispositif.

Thème 2 : audiovisuel extérieur

Audition de Laurent Cagna, directeur des relations institutionnelles et des relations avec la francophonie de TV5 Monde.

Thème 3 : réseau de l'enseignement supérieur français à l'étranger

1°) Audition de Jean-Paul Négrel, directeur général adjoint, Clotilde Favet, secrétaire générale, et Florent Gayet, directeur adjoint du développement et de l'accompagnement du réseau.

Principaux thèmes abordés :

- Actualité du réseau AEFÉ et bilan de la rentrée
- Impact des conflits et crises géopolitiques sur nos établissements
- Impact de la TVA sur les 11 établissements du Royaume-Uni
- Instituts régionaux de formation
- Equipements sportifs dans les établissements scolaires du réseau

Constats :

- Augmentation du nombre d'établissements, effectifs globaux en hausse, diminution du nombre d'élèves français, signature prochaine de l'accord cadre AEFÉ-MLF
- Crises multiformes qui mobilisent et impactent le réseau mais un réseau résilient
- Une formation du personnel enseignant en pleine extension
- Des équipements sportifs diversifiés dans les établissements scolaires

Principale suggestion : avoir accès aux chiffres du bilan de la rentrée scolaire en amont de la session.

Résolution : participation des conseillers des Français de l'étranger au conseil des affaires administratives et financières des instituts régionaux de formation (adoptée à l'unanimité ✓) : demande la participation, en présentiel ou distanciel, à titre consultatif, des conseillers des Français de l'étranger au conseil des affaires administratives et financières des instituts régionaux de formation.

2°) Audition de Myriam Loury, sous-directrice de l'aide à la scolarité (AEFE), Florence Gayet, chargée de mission à la direction du développement et de l'accompagnement du réseau (AEFE), et Vanessa Léglise, conseillères relations institutionnelles (AEFE).

Principaux thèmes abordés :

- **Aides AESH :**
 - Des aides accessibles à tous, sans condition de ressources, à traiter au fil de l'eau.
 - Abondement du budget initial de 1 417 500€, porté le 17 septembre 2024 à 2 260 000€
 - L'AEFE a traité 427 demandes AESH et d'autres sont en cours de traitement (contre 288 à n-1) ce qui représente une augmentation très importante qui mobilise un agent dédié à la centrale.
 - Retards de paiement constatés par les élus qui mettent en difficulté les familles qui doivent avancer les salaires des AESH. L'AEFE reste vigilante à la mise en paiement prioritaire des familles boursières
- **Budget 2024 :** au 30 septembre 2024, la consommation de l'enveloppe des aides à la scolarité et des aides AESH est de 73,2 M€, soit 65% de l'enveloppe totale dédiée pour 2024, sachant qu'il reste la CCB2 rythme Nord et les demandes AESH qui arriveront jusqu'en fin d'année.

1° Résolution : préparation et suivi des CNB (adoptée ✓) :

- Demande que les documents préparatoires, y compris la proposition de calendrier pour la campagne boursière, soient transmis au moins 10 jours en amont de la tenue des CNB.
- Demande que le procès-verbal de la CNB soit présenté aux membres de la CNB dans un délai d'un mois après sa tenue et publié sur le site de l'AFE après validation.

2° Résolution : communication de la grille tarifaire du taux horaire de rémunération des AESH par chaque pays et mise en paiement au fil de l'eau (adoptée à l'unanimité ✓)

- Demande que le poste consulaire communique aux familles la grille tarifaire du taux horaire de rémunération des AESH appliqué localement.
- Demande que l'AEFE assure le règlement au fil de l'eau des aides à destination des familles.
- Demande que le poste consulaire communique aux élus les instructions spécifiques relatives aux aides AESH.
- Demande que le poste consulaire informe tous les membres du conseil consulaire des demandes et des aides attribuées.



Commission des finances, du budget et de la fiscalité

Thème 1 : projet de loi de finances (PLF) 2025 et élaboration du budget (Daphna Poznanski-Benhamou & Cécilia Gondard)

Audition de Pauline Carmona, directrice des Français de l'étranger et de l'administration consulaire.

Principaux thèmes abordés :

- Présentation de l'architecture globale du programme 151 de la mission « Action extérieure de l'Etat » et évolution des crédits afférents au cours des derniers exercices ;
- Point sur l'exécution du programme 151 au 1^{er} septembre 2024 : les élections et l'accès des élèves français au réseau de l'AEFE et à la langue française ;
- Bilan des élections européennes et législatives de 2024 ;
- Point général sur les bourses scolaires en 2024 ;
- PLF 2025 ;
- Budget de l'AFE.

1^o Résolution : manque d'information et de transparence concernant le budget de l'action extérieure de l'Etat (adoptée à l'unanimité ✓)

- Demande le respect de la loi n°2013-659 du 22 juillet 2013 par le gouvernement.
- Demande la transparence sur les modifications de périmètres des programmes et actions 2024-2025.

2^o Résolution : analyse du budget de l'action extérieure de l'Etat (adoptée ✓)

- Demande le maintien des crédits pour l'aide sociale, les OLES et le STAFE.
- Demande le maintien du budget des bourses scolaires avec réévaluation budgétaire prenant en compte l'inflation, l'augmentation des frais de scolarité et l'insuffisance des enveloppes précédentes ayant mené à des déscolarisations et de manière générale à une baisse du nombre d'élèves boursiers de 24 810 en 2022/2023 à 20 575 en 2023/2024, soit une diminution de 17%.
- Demande de provisionner les fonds nécessaires au paiement des bourses AESH 2023-2024-2025.
- Demande le respect des engagements de l'Etat sur la ligne budgétaire IVVG pour rapatriement à hauteur de 150 000 millions d'€ en abondant la ligne budgétaire rapatriement et hospitalisation d'urgence actuellement dotée d'1,3 millions d'€.
- Demande que la prise en charge des frais de santé des Français du Vanuatu en Nouvelle-Calédonie soit transférée au ministère des solidarités dont ils dépendent.
- Demande que la création des 75 ETP prévus soit en priorité affectée au réseau consulaire.
- Demande le maintien du montant alloué en LFI 2024 et la transparence sur l'utilisation du « Pass enfants langue française » (PELF).

3^o Résolution : analyse du budget de l'action extérieure de l'Etat (adoptée à l'unanimité ✓) : demande qu'aucun impôt ne remette en cause le respect des conventions fiscales bilatérales et du principe de non double imposition.

Thème 2 : projet de loi de finances de la sécurité sociale (PLFSS) relatif aux Français de l'étranger et comptes de la CFE (Nadine Fouques-Weiss)

Audition d'Elise Seck, chargée de mission à la division des affaires communautaires et internationales de la direction de la sécurité sociale (DSS), Isabelle Frej, présidente du conseil d'administration de la CFE, et Pierre Tinel, directeur général adjoint de la CFE.

Thème 3 : fiscalité des non-résidents et convention fiscale en Thaïlande et dans les pays du Sahel (Nadine Fouques-Weiss & Richard Ortoli)

Audition d'Agnès Arcier, directrice des impôts des non-résidents (DINR) et son équipe composée d'Isabelle Carpentier et Charles Ravet, Yannick Andrianarahinjaka, chef de la mission des conventions et de l'entraide judiciaire (MEAE), et Fanny Rolland, cheffe du pôle Conventions (MEAE).

1° Résolution : conséquences de la dénonciation unilatérale par le Mali et le Burkina Faso de leur convention fiscale avec la France pour les professeurs détachés de ces pays (adoptée ✓)

- Demande que les personnels résidents détachés, assimilés à des assistants techniques, soient imposables par le Mali et le Burkina Faso et non par la France pour ainsi éviter la double imposition.
- Demande que l'AEFE cesse de prélever à la source les revenus des personnels détachés et rembourse les sommes déjà collectées.

2° Résolution : imposition des retraités français en Thaïlande (adoptée à l'unanimité ✓)

- Demande que la DINR fournisse, avec l'avis d'imposition, aux plus de 3 000 retraités concernés un document en langue anglaise indiquant clairement les revenus imposables et le montant de l'impôt payé.
- Demande que l'ambassade de France à Bangkok saisisse les autorités thaïlandaises compétentes afin d'obtenir des clarifications sur l'évolution éventuelle de l'imposition des retraités français en Thaïlande.
- Demande que l'AFE soit destinataire de toutes les informations relatives à l'évolution de la situation.

Thème 4 : rapport de la situation financière de l'AEFE et état des lieux de la MLF (Annie Réa & Philippe Loiseau)

1° Audition d'Anne Betrencourt, directrice des affaires financières, Clotilde Fayet, secrétaire générale, et Florent Gayet, directeur adjoint du développement et de l'accompagnement du réseau.

Principaux thèmes abordés :

- Rentrée 2024-2025 : 600 établissements homologués (+26) / 399 000 élèves (+1,7%) ;
- Budget de 1,22 milliard d'€ par an : en 2024, les finances sont restées solides mais la subvention baisse de 3,5 millions d'€ suite au décret d'annulation de crédits en février 2024 ; 53% du budget de l'AEFE est constitué de ressources propres.
- PLF 2025 : contraintes budgétaires

- ↓ de 14 millions d'€ de la SCSP ;
- ↓ de 6 millions d'€ pour les bourses ;
- ↑ de 9 millions d'€ des pensions civiles (taux de cotisation employeur augmente de 74 à 78%) ;
- Moins 15 ETPT (fermeture de poste, postes non pourvus).

2° Audition de Christian Masset, président, et Jean-Marc Merriaux, directeur général (MLF).

Principaux thèmes abordés :

- Rappel de la situation de la MFL : en mars 2024, menace d'un défaut de liquidité risquant de mettre en péril fortement le réseau. A ce jour, une stratégie musclée de redressement a été mise en œuvre depuis janvier 2024.
- Quelques points saillants de cette stratégie :
 - Changement de gouvernance : élection d'un nouveau président et d'un nouveau bureau ;
 - Redressement du réseau européen, maillon fragile du réseau en raison de la succession des crises ;
 - Plan de transformation « MLF 2030 » (projet participatif avec les chefs d'établissements et la tête du réseau ;
 - Plan pluriannuel de trésorerie.
- Quelques éléments comptables :
 - CA : 220 millions d'€ ;
 - Réseau autofinancé à hauteur de 95% ;
 - Aide de l'AEFE : 14 millions d'€ d'aide indirecte (participation à la rémunération des résidents) ;
 - Redevance de 3,5 à 4,5 millions d'€ à l'AEFE. Rééchelonnement en cours ;
 - Déficit qui était à plus de 6 millions d'€ en raison du réseau Europe, divisé par deux sur cet exercice ;
 - Objectif pour le réseau Europe du retour à l'équilibre de l'excédent brut d'exploitation sur 2024/2025 ;
 - A noter que la MLF rembourse ses emprunts. Pas de défaut de paiement des fournisseurs.

Commission de la sécurité et des risques sanitaires

Thème 1 : centre de crise et de soutien (Geneviève Béraud-Suberville)

Audition de Philippe Lalliot, directeur du centre de crise de soutien du MEAE.

Thème 2 : dispositifs de soutien psychologique disponibles et accessibles pour les Français de l'étranger (Sandrine Hulot et Thierry Consigny)

Audition de Laetitia Barnier Prate, psychologue du centre de crise et de soutien du MEAE.

Résolution (adoptée à l'unanimité ✓) :

- Demande que le MEAE inscrive les sommes nécessaires à son programme 105 dans son budget 2025 sous le titre « soutien aux actions de formation de la TEMP, dans le cadre de ses interventions à l'étranger »
- Demande que les cellules d'urgence médico-psychologiques (CUMP) fassent partie du dispositif national de l'aide médicale urgente et aient pour mission la prise en charge des urgences médico-psychologique

Thème 3 : violences faites aux femmes et aux enfants français à l'étranger (Sandrine Hulot)

Le nombre de cas déclarés à l'étranger s'élève à 120 pour 800 000 femmes vivant à l'étranger, en décalage avec le territoire national. L'isolement des victimes, le manque d'information et le manque de relais augmente les difficultés des victimes à être identifiées et reconnues.

La formation initiale des agents dans les postes, des élus et des consuls honoraires est primordiale.

1° Résolution : mieux former les agents pour mieux identifier les violences (adoptée à l'unanimité ✓) :

- Demande que les « fiches réflexes » soient fournies aux conseillers des Français de l'étranger et aux consuls honoraires.
- Demande que la formation de mise en situation proposée aux agents consulaires à distance soit commune avec celle des conseillers des Français de l'étranger et des consuls honoraires.

2° Résolution (adoptée à l'unanimité ✓) : demande que ces formations soient proposées aux conseillers des Français de l'étranger et aux consuls honoraires lorsqu'elles sont réalisées dans les postes.

Thème 4 : situation du Liban (Nadia Chaaya)

Le rôle des chefs d'îlots a été interrogé. En effet, le système ne fonctionne pas suffisamment dans sa globalité. La commission, qui travaille sur ce sujet depuis plusieurs années, va demander à la DFAE l'organisation d'une formation à destination des îlotiers et encourage les conseillers des Français de l'étranger à se porter candidats pour être îlotiers.

Thème 5 : les méga-feux (Cécile Lavergne et Rémi Vazeille)

Thèmes abordés :

- Le concept de méga-feux, créé en 2012, désigne des incendies qui dégènèrent en générant leur propre énergie en s'auto-alimentant. Ce phénomène s'est multiplié dans le monde.
- Un problème adjacent aux méga-feux est la pollution de l'air. Dans de nombreux pays, l'information sur la qualité de l'air n'est pas fiable.

Thème 6 : rôle et impact des médias dans la sécurité des communautés françaises (Catya Martin)

Résolution : sensibilisation au « Fil d'Ariane (adoptée à l'unanimité ✓)

- Demande que les agents consulaires, lors de la remise de passeport, recommandent aux usagers de s'inscrire pour chaque voyage effectué à l'étranger sur la rubrique « Fil d'Ariane ».
- Demande aux principaux médias français à l'international de promouvoir le « Fil d'Ariane » sur leurs différentes plateformes médiatiques.

Thème 6 : réserve citoyenne (Baudouin De Marcellus et Avraham Benhaim)

COMMISSION DES LOIS, DES RÈGLEMENTS ET DES AFFAIRES CONSULAIRES

Thème 1 : bilan sur les élections législatives et européennes de 2024 (Jean-Philippe Grange, Marie-Christine Haritçalde, Frédéric Schauli, Gérard Signoret)

Retour sur le questionnaire sur les élections législatives et européennes de 2024 :

- Le nombre de bureaux de vote a été jugé suffisant mais une quarantaine de personnes ont fait état d'un manque important dans leur circonscription.
- La propagande électorale n'arrive pas à temps ou n'arrive jamais. Il faudrait trouver des moyens alternatifs, plus efficaces et plus économes pour informer les électeurs. À noter que la propagande électorale postale pour le 1^{er} tour des élections législatives a engendré un coût de 2 millions d'euros.
- La validation des procès-verbaux par Paris est jugée trop longue.

Plusieurs pistes d'amélioration ont été formulées par les répondants : améliorer la communication et la coordination avec les autres pays européens concernant les inscriptions sur les listes électorales pour les élections européennes ; renforcer la formation des membres des bureaux de vote ; simplifier les procès-verbaux...

Thème 2 : certificats de nationalité française (Jean-Baka Domelevo-Entfellner et Ramzi Sfeir)

Un certificat de nationalité française (CNF) est un élément de preuve de la nationalité française, mais n'est pas un jugement (il n'a pas valeur de chose jugée).

Différentes preuves de nationalité française existent. En cas de doute, les postes doivent d'abord s'assurer de leur existence avant de demander éventuellement, en dernier recours, la production d'un certificat de nationalité française (CNF).

La commission fait le constat d'une différence de pratique entre les différents postes consulaires. Parfois, l'administration doute sérieusement et légitimement de la nationalité française d'une personne et demande la présentation d'un CNF. Parfois, l'administration demande – par erreur – la présentation d'un CNF alors que la personne dispose d'autres preuves de sa nationalité française, telles qu'un acte d'état civil.

Or, dans de nombreux cas, le tribunal refuse d'accorder un CNF pour des motifs de pure forme alors que la personne produit toutes les preuves de sa nationalité.

1° Résolution : envoi d'instructions aux postes consulaires concernant l'utilisation des CNF (adoptée ✓)

- Demande que les services compétents transmettent de nouvelles instructions aux postes afin d'éviter les requêtes abusives de production d'un CNF.
- Ces instructions rappellent la nécessité d'un dialogue avec l'utilisateur.

- Ces instructions sont rédigées de manière à encadrer l'appréciation discrétionnaire des agents consulaires en matière de nationalité.
- Ces instructions rappellent que la simple notification d'un refus de délivrance de CNF ne fournit pas de base légale suffisante pour que l'administration procède au retrait des titres d'identité et de voyage du requérant ou à sa radiation de la liste électorale consulaire.
- Ces nouvelles instructions sont également portées à la connaissance des élus des Français de l'étranger.

2° Résolution : formation des personnels consulaires en matière de droit de l'état civil (adoptée ✓)

- Demande que la DFAE et l'IFAAC (Institut de formation aux affaires administratives et consulaires) accentuent leurs efforts de formation des personnels consulaires en matière de droit de l'état civil et de la nationalité.
- Demande que les élus des Français de l'étranger bénéficient eux aussi, à intervalles réguliers, de modules de formation en matière de droit de la nationalité, sur la base du même matériel de formation que les agents.

3° Résolution : création d'un forum permanent pour l'état civil et les titres d'identité et de voyage (adoptée ✓)

- Demande la création d'un forum permanent en matière d'état civil et de titres d'identité et de voyage, réunissant des élus à l'Assemblée des Français de l'étranger et les services concernés (bureau des affaires juridiques et service central d'état civil, centre des titres d'identité et de voyage, services de greffe judiciaire et pôle de la nationalité du tribunal judiciaire de Paris, ministère de l'intérieur).
- Ce forum permanent se réunirait une fois par an, en marge d'une session de l'AFE.
- Il aurait pour but l'échange d'informations (notamment de statistiques à jour) et la discussion des problèmes rencontrés par les Français de l'étranger en matière d'état civil et de délivrance des titres d'identité et de voyage.

Commission du développement durable et du commerce extérieur

Thème 1 : secteur des métiers d'art

Audition d'Odile Hainaut, référente sur la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Thèmes abordés :

- Identifier les zones où il faut être présent ;
- Tenir compte de la grande diversité des métiers d'art (artisans, manufactures...) ;
- Prendre en compte tous les acteurs.

Thème 2 : rôle de Business France

Audition de Benoît Tribus, David Hubert et Julien Landfried (Business France).

Thèmes abordés :

- Les « Pavillons France » permettent aux entreprises de participer à plus de 100 salons à l'étranger ;
- Les programmes VIE sont des leviers essentiels pour renforcer les exportations (11 500 jeunes en postes à l'étranger) ;
- Principaux défis : réduction du déficit commercial et fusion possible de Business France et Atout France pour rationaliser leurs actions ;
- Les résultats obtenus par Business France démontrent clairement son rôle dans l'attractivité de la France à l'étranger (33 milliards d'euros de contrats générés en 2023). Cela se traduit par des créations d'emplois et une dynamisation des TPE/PME.

Résolution (adoptée à l'unanimité ✓) : demande le maintien des ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs du plan Business France 2023-2026, compte tenu de la situation déficitaire de notre commerce extérieur et des missions variées de cet opérateur public national dans le soutien à l'exportation des entreprises françaises.

Thème 3 : développement durable

Audition de Mathilde Dupré, co-directrice de l'Institut Veblen.

Thème 4 : point d'étape du groupe de travail créé lors de la précédente session sur la conformité environnementale des entreprises françaises à l'étranger (Gaëlle Lecomte et Bruno Pludermacher)

Audition de Sabrina Dupouy, maître de conférence à l'Université de Clermont Auvergne.

Thèmes abordés :

- La conformité environnementale repose sur des objectifs à atteindre, laissant aux entreprises une liberté d'action sur les moyens de les atteindre ;
- La commission envisage de présenter son rapport en mars 2025.

Thème 5 : les fonds pour lutter contre le changement climatique

Audition de Jean-Christophe Donnelier, co-président du Conseil du fonds de réponse aux pertes et préjudices.

Thèmes abordés :

- Le « fonds vert pour le climat » est un outil de l'accord de Paris. La France est le plus gros contributeur de ce fonds. Sa gouvernance est assurée par 12 pays développés et 12 pays en développement ;
- Le « fonds pertes et préjudices » vise à prendre en charge les changements dus au changement climatique ;
- La principale limite réside dans la problématique de gouvernance.

Thème 6 : impact des BRICS sur le commerce extérieur français (Abdelghani Youmni)

Thèmes abordés :

- La balance commerciale de la France reste déficitaire à hauteur de 45,1 milliards d'€.
- En France, le chômage a baissé de presque 3% sur les 3 dernières années, alors que la croissance atteint 0,5% en 2024 ;
- En 2023, la France reste le 1^{er} pays d'Europe en matière d'investissements directs étrangers ;
- Les BRICS représentent : 45% de la population mondiale et 28% du PIB mondial.

Thème 7 : retour sur la formation sur l'eau comme un enjeu global (Gaëlle Lecomte)

Audition de Xavier Leflaive, responsable de la « *global commission on the economics of water* » à la direction de l'environnement de l'OCDE.

Thèmes abordés :

- Eau et climat : comment l'eau est impactée par le changement climatique ;
- Eau et commerce : comment l'eau joue un rôle central dans le commerce mondial ;
- Eau et multilatéralisme : comment éviter les tensions géopolitiques et les conflits.

Thème 8 : prix du développement durable de l'AFE (Pierre Lavéant)

Le prochain prix sera décerné en octobre 2025. Un prix supplémentaire sera décerné aux élèves du réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Thème 9 : réflexion sur la propagande électorale papier (Pascale Richard)

À l'initiative de la commission, et en collaboration avec la commission des lois et la commission des finances, une réflexion sera menée lors de la prochaine session de l'AFE en mars 2025 afin de proposer une réduction des coûts et de l'impact environnemental de l'envoi de la propagande électorale.

